

BN

1954
RD865.42

R426a

11

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

DISCOURS PRONONCÉ AU CONGRÈS NATIONAL,
LE 27 FÉVRIER 1951, PAR SON EXCELLENCE LE
PRÉSIDENT RAFAEL L. TRUJILLO.

TRADUCTION DU DR. JAZEM DRAIHY

COLECCION

"MARTINEZ BOOG"
SANTO DOMINGO, REP. DOMINICANA

CIUDAD TRUJILLO

1951

BIN
DET

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Discours prononcé au Congrès National,
le 27 février 1951, par Son Excellence le
Président Rafael L. Trujillo.

Traduction du Dr. Jazem Draiby

COLECCION
"MARTINEZ BOOG"
SANTO DOMINGO. - REP. DOMINICANA

IMPRESORA DOMINICANA, C. por A.
Ciudad Trujillo, D. D.

1951

30547
Impr. 2018 / 42

Dgi

REPUBLICA DOMINICANA



7 abril 1972

BN
R0865,42
R426 d.
1951

MESSIEURS LES LEGISLATEURS,

Les extraordinaires et graves circonstances dans lesquelles se déroulent les relations internationales m'obligent aujourd'hui à rétenir votre attention beaucoup plus instamment qu'on n'a l'habitude de le faire dans ce solennel acte constitutionnel.

Dans le message que je vous adresse vous trouverez un exposé des actes réalisés par le Pouvoir Exécutif au cours de l'année écoulée. Dans les Mémoires de messieurs les Secrétaires d'Etat on trouvera une justification détaillée de ces mêmes actes. Tout s'est normalement déroulé et

006936

le pays a reçu avec cette large activité de son Gouvernement une impulsion nouvelle dans le chemin difficile du progrès et de la réhabilitation.

Je considère, cependant, à tout point nécessaire de me référer, bien que dans ses lignes générales, à la crise politique qu'empoisonne actuellement les relations entre les peuples et les gouvernements, ainsi qu'à la position qu'occupe la République dans ce raisonnement aigu d'opinions et intérêts. Par-dessus des divisions obligatoires des frontières nationales et de l'antagonisme naturel qui sert de stimulation à la fortification des nations, il existe aujourd'hui dans le monde une profonde lutte d'idées et de sentiments sociaux qui maintient la conscience universelle séparée en deux camps irréconciliables.

Il est difficile d'apprécier dûment le contenu de ce grand conflit, si l'on n'examine pas avec soin ses origines mêmes. Il n'est point de problème social qui n'ait ses racines dans l'histoire des idées. Les générations présentes sont en train de vivre une étape de transformation que seul dans quelques rares époques substantielles de l'histoire peuvent-elles en trouver son pareil: ainsi, par exemple, de celle qui se caractérise par le triomphe de la politique chré-

tienne, base de la civilisation occidentale; de celle qu'initia la découverte du Nouveau Monde, cause de la chute des systèmes sociaux et économiques du temps féodal; de celle encore qui donna origine à la débordante influence individualiste de la Révolution Française.

Notre époque se distingue par ce qu'on y voit s'affronter deux interprétations antagoniques et fondamentales de l'histoire humaine, toutes les deux produits des changements opérés dans les systèmes de la vie sociale: une interprétation veut faire de la société le seul agent de l'activité de l'homme, l'assujettissant à des moules nettement matérialistes, sans aucune référence aux valeurs spirituelles; l'autre interprétation cherche à conserver la vigueur de ces valeurs ainsi qu'une corrélation adéquate et ordonnée entre l'individuel et le social, entre l'Homme et la Société, comme éléments essentiels de la politique universelle.

Quand l'interprétation matérialiste de l'histoire se convertisse en un régime définitif de la vie sociale et que disparaissent les prérogatives d'un ordre moral préétabli; le jour où disparaissent du commerce des idées les principes et les aspirations de perfectibilité et d'élévation spirituel-

les sur lesquels est basé jusqu'à maintenant tout le mécanisme de la solidarité humaine et, partant, tout le régime de la division du travail; ce jour-là on aura perdu pour toujours la totalité de la civilisation moderne et sa claire structure historique. Nous aurions cessé d'être ce que nous sommes, nous aurions cessé de vivre, de sentir et de penser, comme nous le faisons actuellement, pour tomber dans le néant ou bien pour entrer dans une nouvelle étape de conduite et de vie en commun dont nous ne pouvons pas nous rendre compte maintenant même d'une façon approximative.

Depuis les temps les plus éloignés les groupements humains politiquement organisés ont mené leurs relations sous l'influence de certaines règles de conduite déterminées, permanentes et immuables, supérieures aux commandements du droit écrit. Les anciennes civilisations ont disparu surtout parce que ces règles n'avaient pas réussi à atteindre une portée universelle. L'unité et l'universalité de la conscience humaine et des destinées politiques de la société furent découvertes et propagées par la pensée chrétienne, chef-d'oeuvre de la civilisation occidentale.

DISCOURS PRONONCÉ AU CONGRÈS NATIONAL

Tout le système de la politique chrétienne et démocratique qui régit maintenant l'échange mutuel entre les hommes et les peuples repose donc sur des bases morales et spirituelles. L'égalité sociale des hommes, sans différences et sans distinguos, sans privilèges et sans discriminations possibles, s'explique par le grand principe selon lequel la vie humaine étant une création transcendante d'un pouvoir supérieur et parfait, aucun homme ni groupement d'hommes ne peut s'attribuer des conditions ou des qualités dont n'en puissent pas en même temps jouir ses semblables.

Pour maintenir cette règle constitutionnelle de toute société organisée, on a versé des torrents de sang. La démocratie se convertit en un régime de gouvernement actif et juridique quand disparurent de la vie en commun les derniers vestiges des systèmes d'exploitation et subjugation qui firent de l'homme la victime de l'homme. Les deux dernières guerres mondiales, avec leur cortège de souffrances, n'ont pas constitué un avertissement suffisant en faveur de la tempérance et la modération, aussi l'humanité se trouve maintenant plus près que jamais de la catastrophe finale. Il semble que l'esprit humain court désorienté vers l'annihilation et la destruction de ses propres buts et de sa propre raison d'être.

Les proportions du conflit prochain sont incalculables. Le degré d'avancement auquel sont arrivés les méthodes et les instruments de la guerre nous fait prévoir des situations effrayantes. Le progrès de la technique et le sec empire de la science nous ont conduit, par ses préparatifs guerriers, à des procédés inconcevables de destruction et dévastation, dont la tragique efficacité nous a fait avancer quelque peu dans le dernier conflit. Ce qui est arrivé alors, cependant, pourra à peine être comparé à ce qui peut encore arriver.

Les petits pays comme le notre, quoique étrangers aux égoïsmes et aux malentendus sur lesquels se base le différend, sont appelés à en souffrir les effets dans toutes leurs conséquences. Nous ne pouvons d'aucune façon nous maintenir éloignés des hostilités, car des effets de celles-ci dépendra le sort de l'humanité. En ce moment on ne conçoit pas de position de neutralité ni des efforts équidistants. Nous nous trouvons dans un carrefour: nous sommes tous obligés à prendre parti, nous avons tous à définir résolument notre attitude devant les événements: à gauche ou à droite; communistes ou anticomunités. Les positions intermédiaires ont disparu des programmes de lutte sociale. L'avalanche soviétique, le débordement des idéologies mar-

DISCOURS PRONONCÉ AU CONGRÈS NATIONAL

xistes sur les systèmes politiques du monde contemporain, ont atteint les proportions colossales d'une menace universelle.

Par une paradoxale et ironique manoeuvre du matérialisme historique, tout ce qui sert de base aux buts politiques de la démocratie s'est converti maintenant en tendances réactionnaires. Réactionnaire est celui qui croit en Dieu et pense que la vie spirituelle est au-dessus des volitions et des appétits; réactionnaire est celui qui croit que la famille est le noyau et le fondement de la société; réactionnaire est celui qui croit que la propriété privée est la base naturelle de l'économie; réactionnaire est celui qui croit que l'Etat, au moyen de la différenciation des fonctions sociales et l'exercice du droit, constitue un type parfait d'organisation politique; réactionnaire est celui qui croit qu'il existe une hiérarchie des valeurs morales et une réglementation religieuse de la vie humaine; réactionnaire est celui qui croit dans les buts non scientifiistes de la culture et dans la perfection du monde intellectuel.

C'est là maintenant la réaction pour les ennemis de la démocratie, pour les fins du totalitarisme communiste, et contre cela se sont déchainées toutes les forces d'une labeur



subversive sans précédents dans l'histoire. Le peuple dominicain, comme tous les peuples du monde, se trouve au pilori des procédés de pénétration marxiste. Il faut savoir si nous sommes préparés pour résister à l'assaut des nouveaux systèmes. Ma profonde conviction, c'est qu'il y a peu de peuples américains mieux dotés que le notre pour la défense de son essence et de ses caractéristiques sociales et historiques.

L'attitude du Gouvernement dans la lutte contre le communisme répond à cette profonde conviction et en est l'effet immédiat. En affrontant la délétère propagande soviétique nous n'avons pas du tout obéi à des convenances circonstanciées ni non plus aux attraits transitoires d'une nécessité urgente. Notre attitude se projecte plutôt dans l'avenir et tend à sauvegarder et à préserver l'essence sociale du peuple dominicain ainsi que les racines les plus profondes de sa formation. Les postulats de notre emblème national: *Dieu, Patrie et Liberté*, impliquent une consigne de lutte contre le communisme dont on ne peut faire abstraction. Le peuple dominicain cessera de vivre comme tel quand il aura à vivre sans Dieu, quand la Patrie ne sera plus le but de ses actions et quand la Liberté, principe de son indépendance nationale et de sa souveraineté extérieu-

DISCOURS PRONONCÉ AU CONGRÈS NATIONAL

re, ne constituera plus le suprême idéal de tous. Le matérialisme historique, base de la doctrine communiste, est athée; il conspire contre le contenu spirituel de la nation et de la patrie, il annule substantiellement le monde de la conscience et de la liberté individuelles. C'est pourquoi nous sommes contre le communisme et contre l'interprétation matérialiste de l'histoire.

Le corollaire de cette position de base contre le communisme a été, dans la politique intérieure du pays, la proscription légale de toute activité marxiste et l'augmentation des efforts du Gouvernement en vue d'améliorer les conditions de vie de notre population prolétaire et paysanne; en ce qui touche nos relations extérieures, nous avons maintenu la politique d'alliance et de collaboration avec les grandes puissances responsables du maintien de la démocratie dans le monde. Nous sommes maintenant, et le resterons dans le futur, à côté des défenseurs de l'ordre juridique, de la paix sociale, de l'empire des règles morales dans les relations des peuples, et du contenu spirituel de la civilisation. Nous sommes et nous demeurerons à côté de ceux qui croient en Dieu, dans la Patrie et dans la Liberté!

Pour être conséquents avec nous-mêmes, avec notre histoire et avec notre origine, nous avons lutté dans cette zone du Caraïbe contre l'influence ténébreuse et embusquée des organisations internationales du type marxiste qui, dès les premiers jours de l'après-guerre, se donnèrent à la tâche de discréditer et disloquer, dans cette région, le système de vie en commun qui régnait dans les nations américaines: pour cela aussi nous nous affrontons résolument aux gouvernements circonvoisins qui, d'une façon ou d'une autre, directement ou indirectement, aident, appuient ou soutiennent l'action soviétique dans cette démarcation névralgique de la stratégie américaine.

Pour être conséquents avec nous-mêmes, avec notre histoire et avec notre origine, nous sommes en train de lutter, depuis 1945, pour que la mère Espagne ne soit pas absente des congrégations internationales ni des systèmes juridiques de la communauté. L'isolement de l'Espagne est inexplicable à un moment où sa force de tempérament, sa conscience nationale et sa claire position historique sont plus utiles et nécessaires que jamais à la lutte contre les idées et les sentiments qui tendent aujourd'hui à affaiblir et à bouleverser le monde.

DISCOURS PRONONCÉ AU CONGRÈS NATIONAL

Dans la guerre contre le matérialisme, contre la négation des valeurs morales, de la conscience religieuse et des principes universels d'une culture humaniste, le concours de l'Espagne ne peut pas manquer, car elle est l'*alma-mater*, l'ingrédient de toute une interprétation de l'histoire moderne, depuis la découverte de l'Amérique jusqu'à nos jours. Sans l'influence de l'Espagne dans la formation sociale du monde, il aurait été difficile aujourd'hui de résister au coup des nouvelles conceptions politiques et économiques du panslavisme transeuropéen. L'Espagne ne peut rester absente d'Amérique quand celle-ci soit le rempart de la résistance anticommuniste.

L'isolement et le blocus dont a été objet l'Espagne pendant les derniers quatre ans ne peuvent s'expliquer qu'avec la manoeuvre circonstancielle et calculée de la politique obstructionniste de la Russie, puisque c'est uniquement aux intérêts de cette puissance-ci qu'a servi l'attitude signalée. Informé de cette situation, je transmis des instructions à la délégation qui représenta la République à la Conférence de San-Francisco, Californie, pour qu'elle s'abstint de voter ou d'appuyer une politique inamicale à l'égard de l'Espagne. A l'Assablée de 1946 la République ne donna pas son vote à la Résolution approuvée



le 12 décembre de cette année et où furent limitées en quelque sorte les relations diplomatiques entre l'Espagne et les Etats Membres des Nations Unies. Au mois d'août de l'année passée je transmis des instructions à l'Ambassadeur-Délégué de la République près l'Organisation des Nations Unies pour qu'il fit des démarches en vue de faire entrer, dans le programme provisoire de la prochaine réunion de l'Assemblée Générale, la question relative aux relations de l'Espagne avec les Etats Membres.

Le but que je me suis proposé en transmettant ces instructions était d'obtenir la révision et la reconsidération de l'état de choses crée par l'accord du 12 décembre 1946 après quatre années d'expérience. Je m'étais proposé aussi, avec ces instructions, de soumettre à l'étude de l'organisation mondiale l'intérêt qu'avaient pas mal de ses membres à faire rentrer l'Espagne dans le concert des échanges internationaux qui résultent des conférences techniques des Nations Unies et de ses agences spécialisées.

Cette question examinée du point de vue juridique, il n'était pas possible de justifier le contenu de la Résolution du 12 décembre 1946 par aucun moyen plausible. La reconnaissance d'un Etat ou d'un Gouvernement produit de pleins

DISCOURS PRONONCÉ AU CONGRÈS NATIONAL

effets juridiques, elle est indivisible, et les relations internationales qui suivent cet acte demeurent régies par le critérium souverain des parties qui l'engendrent. La Charte des Nations Unies prévoient des restrictions au droit de légation seulement quand elle établit la rupture des relations diplomatiques en tant que sanction contre un Etat-Membre qui ait violé les compromis et les obligations que lui impose sa condition de participant à l'organisation.

Considérant le cas de l'Espagne avec les Nations Unies dans son aspect strictement politique, il est évident qu'aucune considération de fait ne pourrait justifier l'isolement international d'un pays pacifique qui ne compromet par aucun motif la sécurité générale, qui se gouverne tout seul et qui s'acquitte exactement des règles positives et morales de notre vie en commun. L'isolement, dans ce cas, se confond avec l'intervention et n'a d'autre but que d'empiéter sur la capacité souveraine du peuple espagnol dans la direction de ses propres affaires.

Les démarches réalisées par notre Gouvernement en faveur de l'Espagne provoquèrent un récent et injuste commentaire du Chef du Gouvernement Soviétique contre la République auquel je ne puis pas manquer de me référer

en cette occasion. Monsieur Staline regrette que la voix de ce pays-ci, représentative de deux millions d'habitants, ait autant d'efficacité dans les délibérations de l'Assemblée que si c'était celle de l'Inde, et même une force supérieure à la voix de la République Populaire Chine. Cette observation a son fondement dans le sens tout à fait cru de la réalité qui sert de base à la philosophie marxiste pour contempler le fond de la politique mondiale. Pour les dirigeants russes, le principe de l'égalité des Etats n'existe pas comme un des éléments constitutifs de l'ordre international. Basant tous les rapports du genre humain sur un simple processus matérialiste, ils voient naturellement dans la force et dans la puissance d'une nation la mesure de l'influence dans la vie internationale.

Les peuples faibles et les petites nationalités sont les victimes immédiates de l'expansion soviétique. Il est connu par tous qu'aucune circonstance du genre subjectif ne peut s'opposer à l'interprétation matérialiste de l'histoire et que le contenu actuel des relations internationales, basé dans le seul respect de certaines règles de conscience, n'est pas compatible avec la politique d'hégémonie qui découle nécessairement et fatalement de la négation du monde moral. La République Dominicaine, pour petite qu'elle soit,

DISCOURS PRONONCÉ AU CONGRÈS NATIONAL

représente et incarne un ensemble de valeurs humaines et sociales aussi respectable que celui de n'importe quel autre groupement organisé, aussi dans la défense de ces valeurs elle a le droit absolu de se faire entendre dans les assemblées internationales. L'indépendance et la liberté d'un peuple pauvre et petit coûtent autant de sacrifices et de souffrances que celles du peuple le plus grand et le plus puissant du monde. Nous ne sommes pas responsables de la petitesse de nos ressources naturelles ni de notre pauvreté et, pour le moins, nous avons vécu en nous assujettissant strictement aux commandements de la plus scrupuleuse morale internationale.

La société des nations repose sur l'égalité juridique de tous ses composants, grands et petits, faibles et forts; le pouvoir matériel ne suffit pas pour régler la vie en commun, car la force ne sert de rien si elle n'est pas mue par la raison et la justice. Pour défendre cela, c'est-à-dire pour défendre le droit à l'égalité et le règne de la morale dans les relations internationales, nous sommes en train de lutter contre la menace du marxisme et contre l'influence de ses méthodes absorbantes et décomposantes.

Pour être conséquents avec nous-mêmes, avec notre histoire et avec notre origine, nous sommes en train de combattre sans répit pour une politique de reconstruction interne du type économique qui nous permette de déblayer les obstacles déjà séculaires de notre organisation sociale. Il n'est pas possible d'affronter le communisme, de nous lancer à le combattre, de dénoncer ses défauts et de déjouer ses perfides intentions sans fortifier par nous-mêmes les bases de la nationalité. Pour réussir cela, j'ai eu un soin spécial dans le développement de la richesse publique, dans l'accroissement de la richesse privée, dans une distribution adéquate des bénéfices de façon à ce que tout le monde puisse profiter du progrès de l'économie et, particulièrement, j'ai contribué à la réforme tribulaire pour obtenir, de cette manière, que les ressources du riche soient utilisées pour et en faveur du pauvre. Le dominicain d'aujourd'hui compte avec l'assistance et les avantages sociaux dont n'avaient même pas songé les générations passées.

Mais puisque l'homme ne vit pas uniquement pour satisfaire ses nécessités immédiates, qu'il est appelé à remplir une mission essentielle de culture et une fin supérieure d'ordre spirituel, je me suis efforcé d'améliorer, d'élever et de faire reluire les conditions propres à notre milieu am-



DISCOURS PRONONCÉ AU CONGRÈS NATIONAL

biant en vue de la satisfaction de ces finalités supérieures de la vie que nous venons de signaler. Des écoles, des livres, des centres artistiques, des échanges avec les centres étrangers d'enseignement et de culture, tout ce que d'une façon ou d'une autre tend à élever les niveaux d'habilitation du dominicain pour la vie civilisée, a été l'objet de mes plus grandes veilles.

Pour les mêmes considérations et préoccupations déjà exposées, j'ai prêté une attention spéciale aux relations de la République avec le Saint Siège. Nous sommes un pays catholique et nous devons nous conduire comme tel dans notre vie internationale, sans ignorer, bien entendu, le principe fondamental de la liberté des cultes garanti par la Constitution. Aider et protéger une droite conduite religieuse des dominicains sans obstaculiser pour cela la libre initiative et l'inclinaison personnelle de l'individu au maniement de ses problèmes spirituels, est une labeur gouvernementale nécessaire à laquelle je me suis consacré avec toute réflexion et enthousiasme intime.

Je crois sincèrement qu'aucune autre force ne pourra être opposée aux mouvements déconcertants du matérialisme russe avec un succès aussi grand que la force des sen-

timents religieux versés dans la conscience sociale par les canaux de la propagande chrétienne. Quand cette force-ci aura succombé, il n'y aura plus de possibilité de contenir la poussée du communisme, lequel usurpera inexorablement la direction du monde. Le Christianisme et la Démocratie sont deux éléments inséparables et intimement mêlés dans la vie juridique et politique de l'actualité. Pour nous, les dominicains, christianisme signifie catholicisme comme c'est le cas, ou devrait l'être, pour la totalité des peuples ibéro-américains.

C'est mû par cette conviction que se conduit mon Gouvernement dans ses relations avec le Grand Pontife Romain, louant toujours davantage l'influence de son pouvoir spirituel sur le présent et sur l'avenir du peuple dominicain, si digne et méritant de l'auguste protection de Dieu.

Récemment, le 19 de ce mois-ci, j'ai célébré dans les villes frontières d'Elias Piña et Belladère une importante entrevue avec Son Excellence Paul E. Magloire, Président d'Haïti, afin de concerter, dans un échange d'idées amicales et personnelles, les moyens de rendre plus étroites et fructifères les relations de nos deux Gouvernements et de

DISCOURS PRONONCÉ AU CONGRÈS NATIONAL

créer un front uni devant la situation provoquée par la politique agressive du communisme international. Il est évident que le fait de voir les intérêts vitaux des deux nations, ainsi que ses problèmes extérieurs les plus sérieux, commencer à être étudiés et examinés avec un esprit de solidarité et loyale collaboration, aura un écho très durable dans l'histoire des relations dominico-haïtiennes.

En ce moment et depuis que l'influence de la propagande soviétique a mis tous les pays du Caraïbe sous les effets d'une même menace, la sécurité de la République et celle d'Haïti sont interdépendantes à cause de la communauté géographique et du condominium politique que ces deux pays maintiennent dans l'île de Saint Domingue. Si le sort de nos deux pays est solidaire et se trouve exposé aux mêmes contingences, solidaires doivent aussi être l'action et la prévision de ses Gouvernements pour conjurer les périls communs et libérer des obstacles les sentiers de l'avenir.

Le climat de compréhension, de bonne volonté et d'optimisme dans lequel s'est déroulée l'entrevue historique du 19 février me porte à penser et à déclarer qu'il a été initié une ère féconde de rapprochement entre la Républi-

que et Haïti au moyen de laquelle, grâce à une réciproque compréhension de nos moyens et de nos besoins, nous pourrions résoudre par nous-mêmes les problèmes résultants du voisinage politique. Unis maintenant dans le propos fondamental d'incorporer l'île aux cadres étroits d'une défense contre le marxisme militant et de collaborer ensemble aux fins vitales de cette défense, nous pouvons affronter avec une confiance sereine l'inconnue d'une nouvelle conflagration. Si malheureusement celle-ci venait à se produire, nous tiendrions pleinement les devoirs aussi bien nationaux qu'internationaux d'une période qui peut bien être qualifiée comme la plus critique de l'histoire.

Avec ce que je viens de dire la position de la République dans la crise politique mondiale actuelle reste bien claire. Cette position est renforcée par des liens internationaux très fermes ainsi que par une très claire et consciente idéologie. Si je me sens heureux et satisfait de quelque chose, c'est bien d'avoir eu la chance de me trouver devant les destinées de mon pays à un moment aussi difficile et calamiteux que celui de l'heure actuelle, sans que ma conscience se sente troublée par une idée ou par une seule défection. J'ai gouverné pour mon pays, ayant pour seule limite ses intérêts vitaux et ses nécessités fondamentales, liés intime-

DISCOURS PRONONCÉ AU CONGRÈS NATIONAL

ment au sort des intérêts les plus légitimes et les plus nobles de l'internationalisme constructeur d'une communauté juridiquement organisée.

Il est naturel et jusqu'à certain point explicable que cette position dominicaine, des propagandes corosives impénétrables, fermée à l'influence des idéologies incompatibles avec les caractéristiques sociales de notre pays, ait suscité la malveillance de certains secteurs extrémistes de l'opinion publique étrangère, médiatisés par l'impérialisme soviétique.

Toute l'engeance communiste du Caraïbe, avec ses coulisses officielles et ses tentacules inavoués, s'est jetée sur nous d'une façon spectaculaire. Elle nous combat parce que le succès du régime que nous représentons et incarnons signifie l'échec de ses programmes subversifs. La consistance économique, le progrès social et la transformation substantielle que nous avons obtenus à Saint Domingue renferment un démenti catégorique à toute propagande des idéologies marxistes. Nous sommes, précisément, l'archétype de la configuration anticommuniste dans la zone Caraïbe. Nous sommes arrivés à cela par le grand chemin de notre propre formation historique, sans alterations inopinées, sans à-

RAFAEL LEONIDAS TRUJILLO MOLINA

coups et sans sophistications dangereuses et désintégrantés. Pour défendre notre position nous sommes disposés à réaliser les plus durs sacrifices, convaincus que ces sacrifices d'aujourd'hui seront le bonheur de demain. J'ai gouverné tenant compte de l'unité historique, sociale et spirituelle des générations dominicaines du passé, du présent et de l'avenir.

